



LU POUR VOUS

03 septembre 2021

FIGAROVOX

Linda Kebbab: «Oui, la police doit parfois renoncer à intervenir dans certains quartiers sensibles !»

FIGAROVOX. - Hier, en déplacement à Marseille, le président de la République a promis d'investir près de 150 millions d'euros pour bâtir un nouvel hôtel de police dans la cité phocéenne. Emmanuel Macron s'est par ailleurs engagé à renouveler 220 véhicules de police, soit le tiers du parc actuel. Cela sera-t-il suffisant, selon vous ?

Linda KEBBAB. - Non, cela ne sera pas suffisant car la plupart du bâtimentaire des Bouches-du-Rhône est en état de délabrement avancé. Les hôtels de police sont d'ailleurs aussi insalubres que le sont certains logements des quartiers nord de Marseille.

On a laissé la situation pourrir, au point de devoir renouveler un tiers du parc actuel. Qu'ont fait les pouvoirs publics tout ce temps ? Pourquoi personne ne gère cette logistique ? Il y a un profond dysfonctionnement au ministère de l'Intérieur. Emmanuel Macron a au moins le mérite de débloquer la situation. Mais comment ne pas voir un lien avec cette campagne présidentielle ? Pourquoi cela arrive si tardivement au cours de son quinquennat ?

Au-delà des équipements, il faut augmenter le nombre de policiers, notamment dans les services d'investigation, aujourd'hui désertés. Pour cela, il est nécessaire de donner envie aux policiers d'aller en investigation et de traiter les faits de violence, les affaires de recel, de stupéfiants, de dégradations... Les gros centres d'investigation connaissent une grave crise et travaillent à flux tendus.

Certaines procédures sont abandonnées parce qu'elles ne sont pas traitées dans les temps - nous disposons d'une limite de temps pour l'enquête préliminaire, si nous ne la respectons pas, cela donne automatiquement lieu à un classement sans suite.

Le problème ce sont les moyens. Certains policiers se retrouvent en sous nombre ou en sous dotation et doivent parfois renoncer à intervenir.

À l'occasion de son déplacement à Marseille, Emmanuel Macron a déclaré qu'«il n'y a aucun endroit dans Marseille où la police ne rentre pas ». Est-ce une réalité ?

Il y a la théorie et la pratique. Les policiers ne s'interdisent d'aller nulle part. Si la police doit porter secours, mener une action d'anticriminalité ou contrôler un point de stupéfiants, elle le fait. Et parfois, il faut du courage !

Aujourd'hui certains quartiers vivent totalement repliés sur eux-mêmes, selon leurs propres lois. Le problème ce sont les moyens. Certains policiers se retrouvent en sous dotation et doivent parfois renoncer à intervenir. Tout policier qui a dû intervenir dans les quartiers difficiles vous le dira... Que faire lorsque vous entrez dans un hall d'immeuble en sous nombre et que des guetteurs vous voient arriver ? Les policiers font le maximum pour se rendre partout, mais parfois ils reçoivent des ordres contraires car les risques sont trop grands.

Le problème est global et concerne

la sécurité, mais aussi le logement, l'éducation et la justice.

Emmanuel Macron a par ailleurs évoqué un « sujet sensible » au sein de la cité phocéenne : celui des caméras de vidéosurveillance et s'est dit prêt à en financer 500 dans les quartiers Nord de la ville. Pensez-vous qu'il s'agit d'une solution pertinente pour lutter contre l'insécurité et la violence à Marseille ?

C'est un élément parmi d'autres. Les caméras permettent de suivre les faits de violence et sont une aide pour l'élucidation des enquêtes, comme les vols avec violence et les trafics de stupéfiants. Mais la caméra ne fait pas tout, souvenez-vous des policiers attaqués à Viry-Châtillon, ils surveillaient une caméra fréquemment endommagée par les délinquants. Si ces caméras sont installées, elles devront être non accessibles aux personnes susceptibles de les détériorer.

Certes, les caméras sont un outil pour mener à bien notre travail, mais nous manquons de personnels. Malheureusement, si le chef de l'État décide de muscler les effectifs dans le centre marseillais, cela signifie que le nord de la France et en particulier Paris, souffrira de ces mutations. Le problème est global et concerne la sécurité, mais aussi le logement, l'éducation et la justice. Combien d'enfants quittent l'école et se retrouvent à guetter pour les trafiquants de drogue dès l'âge de 11 ans ? C'est une politique ambitieuse qu'il faut penser et mener.

On ne lâche rien !

UNITÉS SGP
UNITE SGP
POLICE
FSMI-FO

www.unitesgppolice.com

03-09-2021